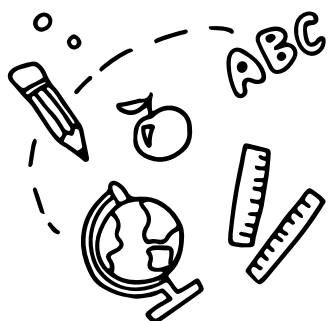


**ADNANE
BENCHAKROUN**

2025



ÉCOLE MAROCAINE : FAILLITE ANNONCÉE OU SURSAUT POSSIBLE ?



Sommaire

Préambule

Le contrat social de l'éducation : mythe ou réalité ?

L'autonomie des établissements scolaires : clé de la réussite ou risque de disparités ?

L'intelligence artificielle en éducation : révolution ou illusion ?

Pourquoi le Maroc doit repenser son modèle pédagogique face aux défis du XXI^e siècle

L'éducation et l'environnement : préparer les élèves au défi climatique

La formation professionnelle : un levier sous-exploité pour l'employabilité des jeunes ?

Gouvernance éducative : faut-il plus d'État ou plus de décentralisation ?

Les enseignants au cœur de la réforme : formation et revalorisation, les vraies priorités

École et marché du travail : comment éviter le décalage entre formation et emploi ?

Numérique et apprentissage : un potentiel à exploiter ou un danger à encadrer ?

Éducation et citoyenneté : redonner du sens à l'engagement des jeunes

Les inégalités scolaires au Maroc : comment garantir une éducation équitable pour tous ?

Préambule

Pourquoi moi, Adnane Benchakroun, économiste à la retraite, je sors de ma zone de confort pour écrire ce livre sur l'enseignement au Maroc ?

Pendant des décennies, j'ai consacré ma carrière à analyser les dynamiques économiques, à décrypter les politiques publiques et à comprendre les rouages qui façonnent le développement d'un pays. En tant qu'économiste, j'ai toujours su que l'éducation n'est pas une simple affaire de transmission du savoir, mais le socle sur lequel repose toute prospérité nationale. Pourtant, comme beaucoup, j'ai longtemps observé ce secteur de loin, en me contentant de commenter ses faiblesses et ses défis. Aujourd'hui, arrivé à la retraite, je ne peux plus me contenter d'être un témoin passif d'un échec annoncé.

J'appartiens à une génération qui a connu une école marocaine à la fois rigoureuse et porteuse d'espoir, une école qui formait des élites compétentes, où le mérite et l'effort étaient des valeurs cardinales. Mais au fil des années, j'ai vu ce modèle se dégrader sous mes yeux : des réformes qui se succèdent sans effet tangible, des générations de jeunes sacrifiées sur l'autel de l'improvisation, et un système éducatif qui produit plus d'exclus que de talents. Ce constat, je l'ai fait en tant que professionnel, mais aussi en tant que père et grand-père, inquiet de voir ses enfants et petits-enfants grandir dans un système où l'école n'est plus synonyme d'ascension sociale, mais de déclassement.

Alors pourquoi sortir de ma zone de confort et écrire ce livre ? Parce que je refuse de me taire. Parce que l'éducation est une

question trop sérieuse pour être laissée aux seuls bureaucrates et technocrates. Parce que les chiffres, les rapports et les indicateurs économiques ne suffisent plus à masquer la faillite d'un modèle qui ne fonctionne plus.

Ce livre n'a pas pour ambition de proposer une énième réforme technocratique. Il est une analyse sans complaisance de l'état de l'enseignement au Maroc, un plaidoyer pour un réveil collectif, une tentative de briser les tabous et de poser les vraies questions.

Je l'écris sans langue de bois, sans calcul politique, sans volonté d'édulcorer la vérité. Parce qu'aujourd'hui, il est urgent de parler de l'école marocaine non pas en termes de rapports et de statistiques, mais en termes d'avenir et de destin national.

Le contrat social de l'éducation : mythe ou réalité ?

L'éducation est souvent présentée comme le socle du développement, l'instrument ultime de la justice sociale et le levier de l'émancipation individuelle. Pourtant, au Maroc, comme ailleurs, ce noble idéal se heurte à des réalités plus complexes, entre promesses politiques, inerties institutionnelles et attentes sociétales déçues. Le concept de "contrat social de l'éducation", évoqué dans le rapport Al-Madrassa al-Jadida, pose une question centrale : l'école marocaine fonctionne-t-elle réellement comme un pacte entre l'État, la société et les citoyens, ou demeure-t-elle une structure en décalage avec les ambitions affichées ?

Depuis la Vision Stratégique 2015-2030 et son intégration dans la loi-cadre 51-17, l'éducation au Maroc est censée incarner un engagement collectif où chaque acteur – institutions publiques, enseignants, parents, entreprises – contribue à garantir une école de qualité, accessible et équitable. En théorie, ce contrat repose sur des principes fondamentaux : l'égalité des chances, l'inclusion, la performance pédagogique et l'adéquation entre formation et emploi. Or, les faits révèlent un profond fossé entre l'intention et la réalité.

Loin d'être un espace de promotion sociale, l'école marocaine reproduit encore des inégalités structurelles. La carte scolaire traduit un clivage marqué entre un enseignement public souvent en difficulté et un secteur privé qui capte une part croissante des élèves issus des classes moyennes et aisées. Dans certaines régions rurales, les infrastructures sont insuffisantes, les enseignants manquent de formation et les conditions d'apprentissage restent précaires. Peut-on vraiment parler d'un contrat social lorsque l'accès à une éducation de qualité dépend autant du milieu socio-économique ?

Le second pilier du contrat éducatif repose sur la responsabilité partagée. Or, cette notion semble largement inopérante. L'État demeure l'acteur central mais peine à mobiliser pleinement les collectivités locales, pourtant censées jouer un rôle clé dans l'amélioration de l'offre scolaire. Les familles, elles, oscillent entre désengagement et impuissance face aux carences du système. Les entreprises, qui devraient s'impliquer dans la formation et l'adaptation des compétences aux besoins du marché du travail, restent trop souvent en marge.

L'idée d'un pacte éducatif suppose également une gouvernance participative, où chaque voix compte dans la définition des politiques publiques. Pourtant, l'élaboration des réformes scolaires s'effectue encore dans une logique top-down, sans réelle concertation avec les enseignants ou les parents d'élèves. Résultat : une série de mesures souvent perçues comme déconnectées des réalités du terrain, appliquées sans réelle adhésion des acteurs de l'éducation, et donc vouées à l'échec.

Mais au-delà des responsabilités institutionnelles, il existe un enjeu culturel fondamental. L'école marocaine peine à se repositionner comme un lieu d'apprentissage, d'éveil et de construction citoyenne. Trop souvent, elle demeure un simple passage obligé vers un diplôme, sans garantir une réelle acquisition de compétences ou une préparation efficace à l'entrée dans la vie active. Cette approche purement certificative affaiblit la valeur du contrat social, en détournant l'éducation de sa finalité première : former des individus autonomes, capables de penser, d'innover et de s'adapter aux mutations du monde.

Alors, ce contrat social de l'éducation est-il un mythe ou une réalité ? Il est indéniable que des efforts ont été réalisés : généralisation progressive du préscolaire, modernisation de certains établissements,

réforme des curricula, introduction du numérique dans l'apprentissage. Mais ces avancées restent largement insuffisantes face aux défis structurels qui pèsent sur l'école marocaine. Tant que l'éducation restera un enjeu sectoriel et non une véritable cause nationale portée par l'ensemble des forces vives du pays, tant que les réformes seront pensées sans une refonte en profondeur de la gouvernance éducative, tant que l'apprentissage ne sera pas replacé au cœur du projet de société, le contrat social de l'éducation demeurera un vœu pieux.

L'heure n'est plus aux déclarations d'intention. Il est temps de redéfinir ce pacte, d'impliquer réellement tous les acteurs et d'adopter une approche systémique, où l'école cesse d'être un maillon isolé pour devenir le moteur d'un développement inclusif et durable. L'éducation ne peut être une promesse toujours renouvelée et jamais tenue. Elle doit être une responsabilité partagée, un bien commun défendu avec conviction et un engagement réel envers les générations futures.

Le contrat social de l'éducation, tel qu'il est présenté dans les discours politiques et les rapports institutionnels, n'est-il pas une simple façade, un mirage destiné à masquer l'échec chronique de la réforme éducative au Maroc ? Derrière les formules séduisantes sur l'équité, la qualité et la gouvernance partagée, la réalité est bien plus crue : l'éducation marocaine est avant tout une illusion de progrès, où les grandes promesses masquent des blocages structurels profonds et un système incapable de se réformer en profondeur.

D'abord, parlons de l'égalité des chances, ce dogme réaffirmé à chaque réforme. En vérité, l'école marocaine est un puissant outil de reproduction sociale. La segmentation entre un enseignement privé performant et un secteur public en détresse est flagrante. Ceux qui en ont les moyens fuient vers des écoles payantes ou à l'étranger, laissant

derrière eux une majorité d'élèves condamnés à un système éducatif sous-financé, inadapté et largement inefficace. Ce n'est pas un contrat social, mais une fracture sociale, où la réussite dépend plus du statut familial que du mérite individuel.

Ensuite, l'idée d'une responsabilité partagée entre l'État, les collectivités locales, les enseignants et les familles est une fiction bureaucratique. L'État prétend donner plus d'autonomie aux établissements, mais conserve un contrôle administratif rigide qui empêche toute réelle initiative locale. Les collectivités locales, censées être des acteurs clés, n'ont ni les moyens ni la volonté d'agir efficacement. Les enseignants, souvent mal formés et démotivés, subissent des réformes successives sans qu'on leur donne de véritables perspectives d'évolution. Quant aux parents, ils sont réduits à des spectateurs impuissants d'un système qu'ils n'ont ni le pouvoir ni l'opportunité d'influencer.

Et que dire de la pédagogie ? Sous prétexte de modernisation, on empile des réformes qui se contredisent les unes les autres. On parle d'intégrer le numérique, d'adopter de nouvelles méthodes interactives, de former des citoyens du XXI^e siècle, mais l'essentiel est oublié : apprendre à lire, écrire, raisonner et s'exprimer correctement. À force de vouloir "révolutionner" l'éducation, on a oublié les bases. L'école marocaine produit des diplômés, pas des esprits critiques, des chômeurs surdiplômés plutôt que des talents adaptés aux réalités du marché du travail.

Enfin, si ce contrat social existait réellement, il devrait impliquer un engagement concret de la société tout entière. Or, on assiste plutôt à une démission collective : l'État communique, les syndicats protestent, les familles subissent, et personne ne prend vraiment la mesure de la catastrophe en cours. L'éducation n'est pas une priorité

nationale, c'est un problème qu'on gère en attendant la prochaine réforme.

Au final, parler de contrat social de l'éducation relève plus du vœu pieux que d'une réalité tangible. Tant que l'on continuera à multiplier les annonces sans repenser en profondeur la structure du système, l'école restera un champ de bataille politique et un laboratoire d'expérimentations ratées, au détriment des élèves qui en paient le prix fort.

L'autonomie des établissements scolaires : clé de la réussite ou risque de disparités ?

L'un des piliers majeurs de la réforme éducative au Maroc repose sur une idée simple mais ambitieuse : accorder aux établissements scolaires une plus grande autonomie pour leur permettre de mieux répondre aux besoins des élèves et aux réalités locales. Cette approche, qui s'inscrit dans le cadre de la Vision Stratégique 2015-2030 et de la loi-cadre 51-17, vise à sortir d'un modèle centralisé rigide et à encourager une gestion plus souple et plus efficace des écoles.

Sur le papier, cette autonomie est synonyme de responsabilisation. En donnant aux directeurs d'établissement, aux enseignants et aux communautés éducatives la possibilité de prendre des décisions sur les programmes, la pédagogie, le recrutement ou encore la gestion des ressources, l'objectif est d'adapter l'enseignement aux réalités locales, de favoriser l'innovation et d'améliorer les performances des élèves. Dans les pays où elle a été mise en place avec succès, cette approche a permis de dynamiser le système éducatif en favorisant une école plus réactive et plus connectée aux attentes des parents et des élèves.

Au Maroc, où l'éducation a longtemps été gérée de manière centralisée avec des directives descendantes émanant du ministère, cette autonomie est censée redonner aux établissements une marge de manœuvre pour se réinventer. Fini l'époque où chaque décision, du contenu des cours aux activités parascolaires, devait être validée par des instances bureaucratiques éloignées des réalités du terrain. En théorie, cette réforme permettrait aux établissements de développer des projets pédagogiques innovants, d'impliquer davantage les enseignants et de nouer des partenariats locaux pour enrichir l'expérience éducative des élèves.

Mais derrière cette belle promesse, de nombreuses interrogations demeurent. L'autonomie des écoles ne risque-t-elle pas d'accentuer les inégalités entre établissements ? Si certaines écoles, notamment dans les grandes villes, sont en mesure d'attirer des enseignants qualifiés, de lever des fonds supplémentaires via des partenariats et d'innover sur le plan pédagogique, d'autres, notamment en milieu rural ou dans les quartiers défavorisés, risquent d'être laissées à elles-mêmes. Loin d'être un levier de progrès pour tous, l'autonomie pourrait alors creuser encore davantage les écarts entre une élite bien dotée et une majorité d'écoles aux moyens limités.

Un autre point de vigilance concerne la formation et l'accompagnement des directeurs d'établissement et des enseignants. Donner de l'autonomie sans assurer un cadre de formation et d'évaluation solide revient à confier les clés d'un navire sans former son équipage. Si les chefs d'établissement n'ont ni les compétences ni les outils pour gérer cette autonomie, le risque est grand de voir émerger des dérives administratives ou des gestions approximatives qui nuiraient à la qualité de l'enseignement.

Enfin, l'autonomie ne peut réussir sans un cadre de gouvernance clair. Elle ne doit pas signifier un désengagement de l'État, mais plutôt une nouvelle forme de régulation où les écoles disposent de plus de liberté, tout en étant tenues de rendre des comptes sur leurs performances. Sans un mécanisme d'évaluation efficace et transparent, le risque est de voir se développer des pratiques inégales, certaines écoles prospérant grâce à une gestion éclairée tandis que d'autres s'enfoncent dans l'inefficacité.

L'autonomie des établissements scolaires est une idée séduisante, mais sa mise en œuvre doit être pensée avec précaution. Il ne s'agit pas simplement de donner plus de libertés aux écoles, mais de

s'assurer qu'elles disposent des ressources, des compétences et du cadre institutionnel nécessaire pour en faire un levier de transformation positive. Dans un pays où les inégalités éducatives restent marquées, l'autonomie ne doit pas devenir un prétexte pour accentuer ces disparités, mais bien un moyen de construire un système plus juste, plus efficace et plus proche des réalités de chaque territoire.

L'autonomie des établissements scolaires, présentée comme un levier de modernisation et de responsabilisation, risque bien d'être un cheval de Troie du désengagement de l'État. Derrière cette réforme aux accents progressistes, on pourrait y voir une manière habile pour l'administration centrale de se défaire sur les écoles et leurs directeurs, tout en masquant les carences structurelles du système éducatif marocain.

La promesse d'une école plus réactive et plus adaptée aux réalités locales est séduisante en théorie, mais dans la pratique, elle revient à transférer des responsabilités sans doter les acteurs de moyens concrets pour les assumer. Laisser aux établissements la gestion de leur projet éducatif, du recrutement ou des ressources pédagogiques peut sembler être une avancée, mais que faire lorsque ces mêmes écoles n'ont pas accès à des financements suffisants, à des infrastructures adaptées ou à des enseignants bien formés ? Ce n'est pas de l'autonomie, c'est de l'abandon déguisé.

Le risque majeur de cette approche, c'est l'aggravation des inégalités entre les établissements. Les écoles des centres urbains, disposant de parents impliqués, de réseaux d'entreprises partenaires et de ressources suffisantes, pourront peut-être tirer leur épingle du jeu.

Mais qu'en sera-t-il des écoles rurales, où l'accès aux ressources pédagogiques est déjà une gageure ? Loin de réduire les écarts, cette

autonomie pourrait creuser un fossé irréversible entre des écoles d'excellence et des établissements laissés à leur propre sort, accentuant ainsi les fractures sociales et territoriales.

Un autre danger réside dans la formation des gestionnaires d'établissements. Donner de l'autonomie, c'est bien, mais encore faut-il que les directeurs et enseignants aient les compétences nécessaires pour piloter efficacement un projet éducatif. La gestion administrative, la recherche de financements, l'animation pédagogique et le développement de partenariats ne s'improvisent pas. Or, rien ne garantit aujourd'hui que les futurs "chefs d'établissement autonomes" soient préparés à ces nouveaux défis. On veut transformer les directeurs d'école en gestionnaires sans leur donner les outils d'un véritable management éducatif.

Enfin, il est naïf de penser que cette autonomie va naturellement renforcer la qualité de l'éducation. Sans un cadre d'évaluation strict et des mécanismes de contrôle clairs, certaines écoles risquent de privilégier des approches peu rigoureuses ou de se replier sur des modèles de gestion au rabais. L'État, en relâchant son emprise, pourrait bien perdre le peu de contrôle qu'il lui reste sur un système déjà fragilisé par des décennies de réformes mal appliquées.

En définitive, l'autonomie scolaire n'est pas une solution miracle, mais une mesure potentiellement explosive. Sans une réflexion profonde sur son application, elle pourrait bien transformer un système inégalitaire en un chaos où chaque établissement lutte seul, au détriment des élèves et de l'avenir du pays.

L'intelligence artificielle en éducation : révolution ou illusion ?

L'intelligence artificielle (IA) s'est imposée comme un sujet incontournable dans le monde de l'éducation, promettant de révolutionner l'apprentissage, d'optimiser les méthodes pédagogiques et de personnaliser les parcours éducatifs. De la correction automatisée des devoirs aux plateformes adaptatives capables de proposer un enseignement sur mesure, les avancées technologiques nourrissent l'espoir d'une école plus performante, plus inclusive et mieux adaptée aux défis du XXI^e siècle. Mais ces promesses sont-elles fondées, ou ne sont-elles qu'un mirage technologique masquant les véritables défis du système éducatif ?

L'IA, lorsqu'elle est bien utilisée, peut indéniablement apporter une valeur ajoutée. Les outils d'apprentissage intelligents permettent d'individualiser le rythme de chaque élève, en lui proposant des exercices adaptés à ses forces et ses faiblesses. Dans un système éducatif souvent marqué par des classes surchargées et une attention insuffisante aux besoins spécifiques des élèves, ces technologies offrent une solution potentielle pour améliorer le suivi pédagogique. Par ailleurs, l'IA peut libérer les enseignants de certaines tâches chronophages, comme la correction des copies, leur permettant de se concentrer davantage sur l'accompagnement et la créativité pédagogique.

L'autre atout majeur de l'intelligence artificielle réside dans son potentiel d'accessibilité. Dans des régions reculées où l'accès aux enseignants qualifiés est limité, des plateformes éducatives intelligentes peuvent jouer un rôle clé en compensant ces manques. Grâce à des applications de tutorat basées sur l'IA, des milliers d'élèves peuvent aujourd'hui accéder à un soutien pédagogique

autrefois réservé aux grandes villes ou aux établissements privés bien dotés.

Mais cette vision optimiste de l'IA en éducation cache des limites et des risques non négligeables. D'abord, ces outils technologiques, aussi avancés soient-ils, ne remplacent pas l'enseignant.

L'apprentissage ne se résume pas à un transfert d'informations. Il repose sur une interaction humaine, une capacité à stimuler la curiosité, à encourager la réflexion critique et à créer un cadre d'échange qui va bien au-delà des capacités d'un algorithme. Une IA peut identifier une mauvaise réponse, mais peut-elle réellement comprendre pourquoi un élève se trompe ? Peut-elle le motiver, lui transmettre de la confiance en lui, adapter son discours en fonction de son état émotionnel ou de son histoire personnelle ?

L'autre écueil majeur réside dans les inégalités d'accès aux technologies. Intégrer l'IA dans l'éducation suppose des infrastructures numériques performantes, une connexion Internet fiable et des équipements adaptés. Or, au Maroc, comme dans de nombreux pays émergents, la fracture numérique reste une réalité.

Alors que certaines écoles pourront s'offrir les dernières avancées en matière d'apprentissage assisté par IA, d'autres, notamment en milieu rural, risquent de rester sur la touche, creusant ainsi encore davantage les écarts de niveau entre élèves.

Enfin, l'utilisation de l'IA en éducation soulève des questions éthiques et de souveraineté numérique. Qui contrôle les algorithmes qui déterminent ce que l'élève doit apprendre ? Ces outils sont-ils développés localement ou imposés par des géants technologiques étrangers qui pourraient, consciemment ou non, influencer les contenus pédagogiques ? La collecte et l'exploitation des données des

élèves posent également un problème majeur de confidentialité et de protection de la vie privée.

L'intelligence artificielle n'est ni une baguette magique ni une menace existentielle. Elle représente une opportunité à condition d'être encadrée intelligemment. Il ne s'agit pas d'opposer IA et pédagogie traditionnelle, mais de trouver un équilibre où la technologie sert de support aux enseignants, sans les remplacer. L'enjeu n'est pas de rendre l'école entièrement numérique, mais d'exploiter les outils de l'IA pour améliorer la qualité de l'éducation tout en conservant l'essence même du rôle éducatif : transmettre des savoirs, éveiller la curiosité et former des citoyens conscients et critiques.

L'intelligence artificielle en éducation est-elle vraiment une révolution ou une supercherie technocratique qui détourne l'attention des vrais problèmes du système scolaire ? Présentée comme une solution miracle, elle est en réalité un cache-misère numérique, un vernis technologique destiné à masquer les carences structurelles du système éducatif.

On nous promet une école plus performante, un apprentissage personnalisé et une démocratisation du savoir. Mais en réalité, l'IA dans l'éducation est avant tout un marché, où des entreprises privées imposent leurs plateformes, leurs algorithmes et leur vision de l'apprentissage, souvent sans réelle concertation avec les enseignants. Ce n'est pas une révolution pédagogique, c'est une prise de pouvoir des géants du numérique sur l'éducation, avec des conséquences inquiétantes sur la souveraineté éducative et la protection des données des élèves.

Parlons d'efficacité. Oui, l'IA peut corriger des copies, mais peut-elle comprendre les nuances d'un raisonnement, détecter une hésitation, encourager un élève en difficulté ? Un algorithme ne remplacera

jamais un regard bienveillant, une explication adaptée, une intuition pédagogique née de l'expérience. La personnalisation de l'apprentissage par IA repose sur une vision simpliste et mécaniste de l'éducation, où apprendre se résumerait à résoudre des exercices calibrés plutôt qu'à développer une pensée critique et une véritable culture générale.

Autre illusion : l'accessibilité. On nous vend l'IA comme une solution pour réduire les inégalités, notamment dans les zones rurales. Mais qui investira dans ces infrastructures numériques coûteuses ? Qui garantira la formation des enseignants à ces nouveaux outils ? En vérité, ce sont les écoles déjà bien dotées qui tireront profit de l'IA, laissant les autres encore plus à la traîne. Loin de corriger les inégalités, la course à la numérisation risque de les accentuer, créant une éducation à plusieurs vitesses où les élèves aisés bénéficient des dernières avancées pendant que les autres s'accrochent à des méthodes traditionnelles faute de moyens.

Enfin, il y a la question du contenu. Qui programme ces IA ? Avec quels biais culturels, idéologiques ou politiques ? Un système éducatif doit former des esprits autonomes, pas des consommateurs de contenus formatés par des algorithmes opaques. Confier l'apprentissage à l'IA, c'est accepter que l'éducation devienne un produit, une marchandise aux mains d'acteurs privés, au détriment de la transmission humaine du savoir.

Loin d'être une révolution, l'IA en éducation est une fuite en avant technologique, une manière de se donner bonne conscience en ignorant les vrais défis : la formation des enseignants, la refonte des méthodes pédagogiques et la revalorisation du rôle de l'école. Au lieu de nous précipiter vers des solutions technologiques séduisantes, ne devrions-nous pas d'abord régler ces problèmes fondamentaux ?

Pourquoi le Maroc doit repenser son modèle pédagogique face aux défis du XXIe siècle

Le monde évolue à une vitesse fulgurante, et l'éducation ne peut rester figée dans des méthodes dépassées qui ne répondent plus aux exigences contemporaines. Au Maroc, le système pédagogique peine encore à se détacher d'une approche fondée sur l'apprentissage passif, la mémorisation excessive et une standardisation des parcours scolaires. Pourtant, les défis du XXIe siècle – révolution numérique, transformations du monde du travail, enjeux environnementaux et mutation des compétences – imposent une refonte en profondeur du modèle pédagogique national.

L'un des premiers constats concerne le décalage entre l'enseignement et la réalité socio-économique. L'école marocaine continue de fonctionner selon une logique académique rigide, alors que le monde du travail réclame des compétences transversales, de la créativité et une capacité d'adaptation rapide. Dans un marché de l'emploi marqué par l'incertitude et l'émergence de nouveaux métiers, il devient indispensable de former des jeunes capables de raisonner, d'analyser et de s'adapter, plutôt que de simplement reproduire des connaissances théoriques.

Un autre enjeu majeur est celui de la pédagogie active. Aujourd'hui, les neurosciences et les recherches en éducation montrent que l'apprentissage est bien plus efficace lorsqu'il repose sur des méthodes interactives, où les élèves expérimentent, explorent et construisent leur savoir de manière collaborative. Dans ce sens, l'école marocaine doit s'inspirer des modèles éducatifs innovants qui privilégient les projets, la résolution de problèmes et l'interdisciplinarité. L'intégration des nouvelles technologies ne doit

pas se limiter à l'usage d'ordinateurs en classe, mais repenser entièrement la manière dont les savoirs sont transmis et assimilés.

La question de la formation et du rôle des enseignants est également cruciale. Dans un modèle pédagogique modernisé, l'enseignant ne doit plus être un simple transmetteur de savoir, mais un accompagnateur, un guide qui stimule la curiosité et encourage la réflexion critique. Or, la formation actuelle des éducateurs reste largement insuffisante pour leur permettre de s'adapter aux nouvelles exigences pédagogiques. La revalorisation du métier d'enseignant passe par un renforcement de la formation continue, une meilleure reconnaissance professionnelle et des conditions de travail plus dignes.

Enfin, le modèle pédagogique marocain doit impérativement intégrer une dimension citoyenne et éthique, qui prépare les élèves à comprendre et à affronter les grands défis du monde actuel. L'éducation ne peut se limiter à transmettre des connaissances ; elle doit aussi former des citoyens responsables, conscients des enjeux climatiques, économiques et sociaux qui façonnent leur avenir.

Repenser le modèle pédagogique ne signifie pas tout jeter pour repartir de zéro. Il s'agit plutôt de réinventer l'école en l'adaptant aux réalités de notre époque, en donnant aux élèves les outils pour devenir des acteurs de leur propre apprentissage et en inscrivant le système éducatif dans une dynamique d'innovation et d'ouverture sur le monde. Le Maroc ne peut plus se contenter de réformes cosmétiques ; il lui faut une transformation profonde et audacieuse pour construire l'école de demain.

Repenser le modèle pédagogique marocain, encore faudrait-il savoir dans quelle direction aller. À force de multiplier les discours sur l'innovation et la modernisation, on finit par oublier une vérité

fondamentale : l'école n'a pas besoin d'être une usine à réformes, mais un cadre stable, structurant et efficace. À vouloir tout changer en permanence, ne risque-t-on pas de précipiter l'éducation marocaine dans un chaos expérimental où chaque génération d'élèves sert de cobaye à des réformes jamais abouties ?

L'obsession de l'adaptation au XXI^e siècle est souvent une formule creuse. On nous parle de pensée critique, de transversalité, de pédagogie interactive, mais ces concepts sont-ils réellement applicables dans un pays où les infrastructures éducatives de base font encore défaut ? Peut-on sérieusement repenser la pédagogie quand des écoles manquent encore de professeurs qualifiés, de salles de classe dignes de ce nom et de programmes bien construits ? Avant de rêver à des modèles inspirés de la Finlande ou du Canada, ne faudrait-il pas d'abord assurer un enseignement fondamental de qualité, où chaque élève sait lire, écrire et raisonner correctement ?

Autre illusion : l'apprentissage actif. Certes, les pédagogies alternatives séduisent, mais l'expérience prouve qu'elles fonctionnent surtout dans des systèmes éducatifs déjà solides, avec des enseignants bien formés et un cadre institutionnel structuré. Dans le cas du Maroc, le problème n'est pas la méthode pédagogique, mais l'efficacité de son application. Que vaut un enseignement par projet si les classes sont surchargées, si les élèves manquent de suivi individualisé et si les enseignants sont eux-mêmes mal préparés à ces nouvelles approches ?

Quant à la revalorisation du métier d'enseignant, elle est évoquée depuis des années sans que des solutions concrètes ne soient mises en place. L'État veut moderniser la pédagogie sans revaloriser ceux qui la transmettent. Les réformes ne servent à rien si les enseignants restent sous-payés, démotivés et contraints de jongler entre des effectifs pléthoriques et des exigences bureaucratiques absurdes.

Enfin, on vante l'idée d'une éducation citoyenne et éthique, mais que pèse ce discours face à une réalité où les débouchés restent incertains et où les diplômes sont souvent déconnectés du marché du travail ? Avant de réinventer la pédagogie, peut-être faudrait-il se demander si l'école forme encore des individus capables de s'insérer dans la société, ou si elle n'est qu'une machine à produire du chômage diplômé.

L'éducation et l'environnement : préparer les élèves au défi climatique

Le XXI^e siècle est marqué par une crise écologique sans précédent. Changement climatique, perte de biodiversité, pollution massive : l'impact de l'activité humaine sur la planète est désormais une évidence incontestable. Face à ces défis, l'éducation joue un rôle central. Elle doit non seulement transmettre des connaissances sur l'environnement, mais aussi former des citoyens conscients, capables d'agir pour un avenir plus durable. Au Maroc, où les effets du réchauffement climatique sont déjà visibles – sécheresses accrues, désertification, raréfaction des ressources en eau – il devient urgent d'intégrer une éducation environnementale structurée et efficace dès le plus jeune âge.

Jusqu'à présent, la sensibilisation aux enjeux écologiques reste marginale dans les programmes scolaires. Quelques initiatives existent, souvent portées par des associations ou des établissements privés, mais elles restent insuffisantes. L'éducation environnementale ne peut pas être un simple supplément d'âme, une thématique traitée en quelques chapitres dans les manuels de sciences naturelles. Elle doit être un pilier central du parcours scolaire, au même titre que les mathématiques ou la langue.

Une réforme éducative ambitieuse dans ce domaine devrait intégrer trois axes fondamentaux. Le premier concerne la transmission des savoirs scientifiques : comprendre les mécanismes du réchauffement climatique, l'impact des activités humaines sur les écosystèmes et les solutions technologiques existantes pour réduire notre empreinte carbone. Ce savoir est essentiel pour éviter la désinformation et permettre aux jeunes générations de saisir les véritables enjeux.

Le deuxième axe repose sur une pédagogie active. L'éducation à l'environnement ne peut pas être purement théorique. Elle doit inclure des expériences concrètes : projets de recyclage au sein des écoles, jardins pédagogiques, visites de sites écologiques, participation à des actions locales de préservation de l'environnement. C'est en impliquant les élèves dans des activités réelles qu'on ancre en eux une conscience écologique durable.

Le troisième axe concerne le lien entre éducation et engagement citoyen. L'école ne doit pas seulement enseigner l'écologie, elle doit aussi donner aux élèves les outils pour agir. Cela passe par l'apprentissage de l'éco-citoyenneté, la compréhension des politiques environnementales, et la capacité à évaluer les choix de consommation sous un prisme durable.

Former une génération d'élèves conscients des enjeux écologiques, c'est investir dans l'avenir. L'école doit être un moteur de la transition écologique, en donnant aux jeunes non seulement les connaissances, mais aussi la capacité d'être des acteurs du changement.

L'éducation à l'environnement est devenue un leitmotiv à la mode, une injonction pédagogique qui se veut indispensable, mais qui, dans la réalité marocaine, relève plus du vœu pieux que d'une véritable transformation éducative. On nous explique qu'il faut former les élèves aux enjeux climatiques, leur inculquer une conscience écologique et les préparer à être les acteurs du changement. Très bien. Mais dans quel cadre et avec quels moyens ?

D'abord, la question de l'efficacité se pose. Multiplier les chapitres sur le climat dans les manuels scolaires, organiser quelques ateliers de recyclage ou planter un arbre symbolique une fois par an dans la cour de l'école ne changera rien à la crise environnementale. Les jeunes d'aujourd'hui sont déjà abreuvés d'informations sur le climat, via les

réseaux sociaux, les médias et les campagnes de sensibilisation. Ce dont ils manquent, ce ne sont pas des slogans ou des cours supplémentaires, mais de réels débouchés pour mettre en pratique cette conscience écologique. Quel est l'intérêt d'éduquer à l'environnement si l'État et les entreprises continuent de promouvoir un modèle économique polluant et non durable ?

Ensuite, il faut parler de priorités éducatives. L'école marocaine fait face à des défis bien plus urgents : un taux élevé d'analphabétisme fonctionnel, des classes surchargées, un manque criant d'infrastructures et une absence chronique de formation des enseignants aux pédagogies modernes. Plutôt que d'ajouter une nouvelle matière, ne faudrait-il pas d'abord garantir un socle de compétences solides aux élèves ? Lire, écrire, raisonner, maîtriser les outils numériques... Avant de rêver de former des éco-citoyens, peut-être devrions-nous nous assurer que chaque élève a les bases nécessaires pour comprendre ces enjeux de manière critique.

Enfin, l'éducation environnementale risque de tomber dans l'idéologie. Qui définira le contenu de cette formation ? Avec quelles références scientifiques, économiques et philosophiques ? L'écologie ne peut pas être réduite à un catéchisme culpabilisant où l'on apprend aux enfants qu'ils sont responsables de la catastrophe climatique. Si l'on doit parler d'environnement à l'école, il faut aussi parler des limites des solutions actuelles, des contradictions du développement durable et des réalités économiques du Maroc. Former des citoyens éclairés, ce n'est pas leur dicter des comportements, c'est leur donner les outils pour penser.

L'éducation environnementale est une nécessité, mais tant qu'elle restera une approche cosmétique et superficielle, elle ne sera qu'un habillage vert d'un système éducatif qui peine déjà à accomplir sa mission fondamentale.

La formation professionnelle : un levier sous-exploité pour l'employabilité des jeunes ?

Au Maroc, la formation professionnelle a longtemps été perçue comme une voie de "second choix", un refuge pour les élèves en difficulté scolaire ou en échec dans le système classique. Pourtant, dans un pays où le chômage des jeunes diplômés atteint des niveaux préoccupants et où les entreprises peinent à recruter des profils adaptés à leurs besoins, la formation professionnelle pourrait bien être l'un des leviers les plus efficaces pour améliorer l'employabilité et dynamiser l'économie nationale.

Le paradoxe est frappant : alors que des milliers de jeunes peinent à trouver un emploi malgré leur diplôme universitaire, des secteurs comme l'industrie, l'agriculture, le bâtiment, l'artisanat, les services ou encore les nouvelles technologies souffrent d'un manque chronique de main-d'œuvre qualifiée. Ce déséquilibre révèle un écart profond entre l'offre de formation et les réalités du marché du travail, une situation qui alimente à la fois le chômage et la précarité de l'emploi.

Face à ce constat, le Maroc a multiplié les initiatives pour redonner à la formation professionnelle ses lettres de noblesse. L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT) s'est vu confier un rôle central dans cette mission, avec la création de nouveaux établissements et l'introduction de formations adaptées aux besoins des entreprises. De plus, l'État a lancé plusieurs stratégies visant à rapprocher la formation professionnelle du monde de l'entreprise, notamment à travers l'alternance, les stages et le développement des formations en apprentissage.

Mais malgré ces efforts, la perception de la formation professionnelle demeure un frein majeur. Le poids culturel accorde encore une valeur symbolique plus forte aux diplômes universitaires, même lorsque ceux-ci ne débouchent sur aucune perspective d'emploi stable.

Beaucoup de familles hésitent encore à orienter leurs enfants vers ces filières, souvent perçues comme moins prestigieuses que les études supérieures classiques.

Un autre défi réside dans la qualité et l'adéquation des formations proposées. Si certaines écoles et instituts offrent des parcours performants, d'autres souffrent d'un manque de moyens, d'une obsolescence des programmes et d'un encadrement parfois insuffisant. La formation professionnelle ne peut être une simple alternative par défaut ; elle doit être pensée comme un véritable parcours d'excellence, offrant des débouchés clairs et des passerelles vers l'enseignement supérieur pour ceux qui souhaitent poursuivre leurs études.

Le succès de cette transformation passe aussi par une implication plus forte des entreprises. Trop souvent, les formations sont élaborées sans une concertation suffisante avec le secteur privé, ce qui crée un décalage entre les compétences enseignées et celles réellement recherchées sur le marché du travail. Un partenariat plus étroit entre les établissements de formation et les entreprises permettrait d'assurer une meilleure insertion professionnelle et de valoriser des métiers parfois sous-estimés mais pourtant essentiels au développement économique du pays.

La formation professionnelle ne doit plus être considérée comme un choix par défaut, mais comme un pilier essentiel de l'éducation et de l'emploi. Pour y parvenir, il est urgent de changer les mentalités, d'améliorer la qualité des formations et de renforcer l'articulation

entre l'école, l'entreprise et le marché du travail. C'est à cette condition que la formation professionnelle pourra enfin jouer pleinement son rôle et contribuer à une meilleure insertion des jeunes dans le monde du travail.

La formation professionnelle est régulièrement présentée comme la solution miracle au chômage des jeunes, le pont manquant entre l'éducation et le marché du travail. Pourtant, derrière ce discours optimiste, la réalité est bien plus amère. Loin d'être un levier sous-exploité, la formation professionnelle est surtout un gouffre à réformes, une structure perpétuellement en "modernisation" mais qui peine à répondre aux véritables défis de l'emploi au Maroc.

D'abord, il faut arrêter de fantasmer sur la formation professionnelle comme alternative crédible à l'université. Ce n'est pas parce qu'on forme des jeunes à des métiers techniques qu'ils trouveront un emploi. Le problème ne vient pas uniquement des compétences des diplômés, mais aussi de la structure même du marché du travail. Le tissu économique marocain est dominé par des secteurs informels, un faible taux d'industrialisation et un manque d'investissement dans des domaines créateurs d'emplois durables. Former des techniciens, c'est bien, mais si l'économie ne suit pas, ces jeunes se retrouveront tout aussi au chômage que les universitaires qu'ils étaient censés supplanter.

Ensuite, la qualité des formations est très inégale. Si certaines filières spécialisées, en partenariat avec des entreprises, garantissent une bonne insertion professionnelle, d'autres ne sont que des machines à produire des certificats sans réelle valeur sur le marché du travail. Certains instituts souffrent d'un manque criant de matériel, d'infrastructures obsolètes et d'enseignants peu qualifiés pour former efficacement aux métiers du futur. Dans ces conditions, comment s'étonner que les entreprises rechignent à recruter ces diplômés ?

Parlons aussi de la perception sociale de la formation professionnelle. On a beau vanter ses mérites, les mentalités n'évoluent pas. Au Maroc, choisir cette voie est encore largement considéré comme un échec, une trajectoire subie plutôt que choisie. Pourquoi ? Parce que l'école marocaine ne prépare pas à la valorisation des métiers techniques et manuels. Tant que la formation professionnelle restera une "roue de secours", elle continuera d'être perçue comme une voie de relégation et non une véritable opportunité.

Enfin, les liens entre la formation et l'entreprise restent faibles. Trop souvent, les programmes sont déconnectés des besoins réels du marché. L'État multiplie les plans de réforme, mais oublie une règle fondamentale : ce ne sont pas les écoles qui créent l'emploi, ce sont les entreprises. Si les entreprises ne participent pas activement à la formation des jeunes, en les intégrant via des stages ou des contrats d'apprentissage, on continuera à former des travailleurs fantômes, qualifiés sur le papier mais inemployables en pratique.

Bref, arrêtons de faire de la formation professionnelle une fausse promesse. Tant que l'économie marocaine restera basée sur un modèle peu créateur d'emplois qualifiés, tant que les formations ne seront pas rigoureusement adaptées aux besoins réels, et tant que la perception sociale de ces parcours ne changera pas, on continuera à produire des générations de jeunes qui, diplôme en poche, se retrouveront dans l'impasse.

Gouvernance éducative : faut-il plus d'État ou plus de décentralisation ?

L'éducation est l'un des piliers fondamentaux du développement d'un pays. Son efficacité repose en grande partie sur la manière dont elle est gouvernée. Faut-il un État fort et centralisateur pour garantir l'uniformité et l'égalité des chances ? Ou au contraire, faut-il accorder plus de pouvoir aux régions et aux établissements scolaires pour mieux s'adapter aux réalités locales ? Cette question, qui divise experts et responsables politiques, est particulièrement cruciale dans le contexte marocain, où le système éducatif peine encore à répondre aux défis de la qualité, de l'accessibilité et de l'efficacité.

Historiquement, l'État marocain a toujours eu un contrôle étroit sur l'éducation, imposant des programmes, des méthodes d'enseignement et des décisions budgétaires de manière uniforme à travers le pays. Ce modèle centralisé présente des avantages indéniables : il assure une cohérence nationale, permet d'éviter des disparités trop grandes entre les régions et garantit une certaine équité en matière d'accès à l'éducation. Un système éducatif sous l'égide de l'État permet aussi de préserver une unité culturelle et linguistique, essentielle dans un pays où les tensions entre l'arabe, l'amazigh et le français restent vives.

Cependant, ce modèle atteint aujourd'hui ses limites. La centralisation excessive freine l'innovation, empêche l'adaptation aux besoins locaux et crée une bureaucratie lourde qui ralentit les décisions et l'application des réformes. Dans un pays aussi diversifié que le Maroc, où les réalités éducatives de Casablanca n'ont rien à voir avec celles d'une région enclavée comme Tinghir, imposer un modèle unique est une erreur. Chaque région, chaque ville, chaque école a ses propres défis et opportunités. Donner plus d'autonomie aux

académies régionales et aux établissements scolaires permettrait d'expérimenter de nouvelles approches, d'adapter les formations aux besoins du marché local et d'encourager une prise d'initiative plus dynamique au niveau des enseignants et des chefs d'établissement.

La décentralisation éducative pourrait également renforcer l'implication des collectivités locales, du secteur privé et des associations, qui connaissent mieux les besoins spécifiques de leur territoire. Une école qui dispose de plus de liberté peut créer des partenariats avec les entreprises locales, développer des projets pédagogiques en lien avec la culture et l'économie régionales, et ajuster ses méthodes pédagogiques en fonction du niveau réel de ses élèves.

Mais la décentralisation comporte aussi des risques. D'abord, elle peut aggraver les inégalités : les régions les plus riches ou les mieux organisées risquent de se développer plus vite que les autres, creusant ainsi un fossé entre les écoles urbaines bien dotées et celles des zones rurales sous-financées. Ensuite, elle pose la question de la compétence des acteurs locaux : les collectivités territoriales et les académies régionales ont-elles réellement la capacité de gérer efficacement un système éducatif complexe ? Sans un accompagnement rigoureux et des mécanismes de contrôle, la décentralisation pourrait conduire à une gestion encore plus chaotique.

L'enjeu n'est donc pas de choisir entre plus d'État ou plus de décentralisation, mais de trouver un équilibre entre les deux. L'État doit rester garant de l'égalité des chances, de la qualité des enseignements et de l'unité du système éducatif, tout en permettant aux écoles et aux régions d'expérimenter et d'innover. La clé réside dans une décentralisation encadrée, où les responsabilités locales sont renforcées, mais avec des mécanismes de suivi et d'évaluation clairs pour éviter les dérives et les inégalités croissantes.

Le Maroc est à un tournant. S'il veut bâtir un système éducatif performant et adapté aux défis du XXI^e siècle, il devra trouver la bonne formule entre le pilotage national nécessaire et la flexibilité locale indispensable.

La gouvernance éducative au Maroc oscille entre un État omnipotent et une décentralisation maladroite, sans jamais réussir à trouver un équilibre efficace. On nous vend l'idée qu'il faut plus de flexibilité et d'adaptation aux réalités locales, mais cette décentralisation annoncée ressemble davantage à une privatisation déguisée qu'à une véritable réforme éducative.

D'un côté, l'État marocain s'accroche à son pouvoir sur l'éducation, imposant des décisions depuis Rabat sans tenir compte des réalités du terrain. Les programmes scolaires sont figés, les enseignants sont formés de manière standardisée et les réformes sont conçues dans des bureaux ministériels, loin des salles de classe. Résultat : un système bureaucratique lourd, incapable d'innover, où chaque changement met des années à être appliqué. Cette centralisation excessive n'a fait qu'engendrer une école rigide, uniforme et coupée des réalités économiques et sociales.

Mais la décentralisation tant vantée n'est pas forcément une meilleure solution. Transférer plus de responsabilités aux académies régionales et aux collectivités locales, c'est bien beau sur le papier, mais dans la réalité, cela signifie laisser les écoles se débrouiller avec des moyens inégaux et un encadrement approximatif. Qui dit autonomie dit aussi compétition : les établissements les mieux dotés, situés dans les grandes villes, attireront les enseignants les plus compétents et bénéficieront des meilleurs équipements. Les écoles rurales et les quartiers défavorisés, eux, risquent d'être abandonnés à leur sort.

Et puis, soyons honnêtes : les collectivités locales ont-elles réellement les compétences et la rigueur nécessaires pour gérer l'éducation ?

Donner plus de pouvoir aux autorités régionales sans s'assurer qu'elles disposent de la vision, des moyens et de la transparence nécessaires, c'est ouvrir la porte à une gestion encore plus chaotique, marquée par le clientélisme, le manque de coordination et la mauvaise répartition des ressources.

Enfin, la décentralisation ne doit pas être un prétexte pour l'État de se désengager. Trop souvent, derrière le discours sur l'autonomie se cache une volonté de transférer les responsabilités sans les moyens qui vont avec. On veut que les écoles trouvent leurs propres financements, nouent des partenariats avec des entreprises et s'adaptent au marché local... Mais est-ce encore un service public, ou une éducation à plusieurs vitesses, où seules les écoles bien gérées prospèrent tandis que les autres sombrent dans la médiocrité ?

Plutôt que d'opposer centralisation et décentralisation, la vraie question est ailleurs : comment assurer une éducation de qualité sans livrer l'école à une logique de marché, tout en évitant la lourdeur administrative d'un État incapable de réformer efficacement son propre système ?

Les enseignants au cœur de la réforme : formation et revalorisation, les vraies priorités

Dans tous les débats sur la réforme du système éducatif marocain, une vérité demeure : sans enseignants bien formés et valorisés, il est impossible de bâtir une école de qualité. Pourtant, malgré leur rôle central, les enseignants sont souvent les grands oubliés des politiques éducatives, coincés entre des réformes bureaucratiques, un manque de moyens et une reconnaissance sociale insuffisante.

L'un des problèmes majeurs est la formation des enseignants. Si le métier d'enseignant demande une expertise pédagogique, une capacité d'adaptation et une maîtrise des nouvelles méthodes d'apprentissage, la formation initiale reste largement insuffisante. Trop théorique, mal adaptée aux réalités de la classe, elle ne prépare pas suffisamment les futurs enseignants aux défis concrets du terrain : gestion des élèves, adaptation aux divers niveaux scolaires, intégration des nouvelles technologies et développement de pédagogies actives.

De plus, la formation continue est quasi inexistante. Une fois en poste, les enseignants doivent se débrouiller avec leurs propres moyens pour suivre l'évolution des pratiques pédagogiques. Or, face aux transformations rapides du monde de l'éducation, il est impératif de mettre en place des formations régulières, adaptées aux besoins des enseignants et accessibles dans tout le pays. Dans de nombreux systèmes éducatifs performants, la formation continue est obligatoire et intégrée au parcours professionnel. Pourquoi ce modèle n'est-il pas généralisé au Maroc ?

L'autre enjeu crucial est la revalorisation du métier. Enseigner est une mission essentielle pour l'avenir du pays, mais les conditions de travail actuelles sont décourageantes : salaires peu attractifs, classes

surchargées, pression bureaucratique et manque de reconnaissance sociale. Résultat : une démotivation croissante des enseignants, un turnover important et une baisse de la qualité de l'enseignement.

Il est urgent d'améliorer le statut des enseignants, en augmentant leurs rémunérations, en leur offrant des perspectives d'évolution de carrière et en les associant pleinement aux réformes éducatives. Trop souvent, ces réformes sont pensées sans consultation réelle du corps enseignant, alors qu'ils sont les premiers concernés.

Un système éducatif performant repose avant tout sur des enseignants compétents, motivés et soutenus. La réforme de l'éducation marocaine ne peut pas se limiter à des changements de programmes ou à l'introduction de nouvelles technologies. Elle doit d'abord passer par une révolution du statut de l'enseignant, car sans eux, aucune transformation ne sera durable.

On nous répète à l'envi que la formation et la revalorisation des enseignants sont les clés de la réforme éducative. Mais derrière ce discours bienveillant se cache une hypocrisie institutionnelle et une incapacité chronique à affronter les vrais problèmes. En réalité, le système éducatif marocain souffre moins d'un manque de formation que d'une gestion inefficace des ressources humaines, d'un immobilisme syndical et d'un enseignement devenu, pour beaucoup, un métier par défaut plutôt qu'une vocation.

D'abord, parlons de la formation. Oui, elle est imparfaite, mais croire qu'une réforme des cursus suffira à améliorer l'enseignement est une illusion simpliste. Le problème n'est pas seulement la formation des enseignants, mais leur motivation et leur engagement. Un professeur peut être bien formé sur le papier, mais s'il est démotivé, mal rémunéré et enseigne à une classe de 50 élèves, quel impact réel aura-t-il sur ses élèves ? L'enjeu n'est pas uniquement d'enseigner de

nouvelles méthodes, mais de redonner un sens au métier. Et cela ne se règle pas en empilant des formations théoriques.

Ensuite, la revalorisation. Augmenter les salaires ? D'accord, mais avec quelles contreparties ? Ce débat est trop souvent présenté de manière unilatérale : on demande une reconnaissance sociale et financière sans exiger en retour un engagement accru des enseignants. Dans certains établissements, l'absentéisme est un fléau, et la qualité de l'enseignement varie drastiquement d'une région à l'autre. Or, il est impossible de parler de revalorisation sans parler de responsabilisation. Un enseignant doit être soutenu, mais il doit aussi être évalué. Loin d'être un simple problème de salaires, c'est une question de rigueur, de discipline et d'exigence professionnelle.

Et puis, soyons honnêtes : tous les enseignants ne sont pas des modèles d'excellence. Beaucoup ont intégré la profession par défaut, après avoir échoué ailleurs. Trop peu sont réellement passionnés par la transmission du savoir. Pourquoi ne parle-t-on jamais de la sélection des enseignants ? Avant de parler de revalorisation, ne faudrait-il pas élever le niveau d'exigence pour entrer dans la profession ?

Le vrai problème, ce n'est pas uniquement la formation ou la rémunération. C'est un système qui manque de mérite, d'exigence et de contrôle. Si l'on veut revaloriser les enseignants, il faut commencer par revaloriser l'excellence et l'engagement, pas juste leur fiche de paie.

École et marché du travail : comment éviter le décalage entre formation et emploi ?

Le Maroc fait face à un paradoxe préoccupant : alors que le nombre de diplômés ne cesse d'augmenter, le taux de chômage des jeunes reste alarmant, atteignant des niveaux record parmi les titulaires de diplômes universitaires. Ce constat révèle un décalage persistant entre les formations proposées par le système éducatif et les besoins réels du marché du travail. Pourquoi une telle inadéquation ? Comment repenser l'éducation pour qu'elle réponde aux exigences économiques et professionnelles du XXI^e siècle ?

L'un des principaux problèmes est l'orientation académique dominante du système éducatif. Depuis des décennies, l'université produit chaque année des milliers de licenciés en sciences humaines, en droit ou en littérature, sans que ces formations correspondent aux besoins du marché. Pendant ce temps, des secteurs comme l'industrie, l'agriculture, les nouvelles technologies ou encore l'artisanat manquent cruellement de main-d'œuvre qualifiée. Ce déséquilibre s'explique par une perception encore très ancrée selon laquelle les études généralistes sont plus prestigieuses que les filières techniques ou professionnelles, même si elles offrent souvent moins d'opportunités d'emploi.

Le second problème est l'absence de concertation entre l'école et l'entreprise. Trop souvent, les cursus universitaires sont conçus sans réelle consultation du secteur privé, ce qui entraîne un décalage entre les compétences enseignées et celles recherchées sur le marché du travail. De nombreux diplômés sortent de l'université avec des connaissances théoriques solides mais sans l'expérience pratique nécessaire pour intégrer directement une entreprise. Le manque de

stages, de formations en alternance et de collaborations avec le tissu économique local aggrave ce problème.

Pour corriger cette situation, il est impératif d'adopter une approche plus pragmatique de l'éducation, en mettant l'accent sur les compétences pratiques et l'adaptabilité. L'enseignement supérieur devrait intégrer davantage de formations professionnalisantes, proposer des cursus en alternance et favoriser les partenariats avec les entreprises. L'école doit aussi sensibiliser les élèves dès le secondaire aux réalités du marché du travail, en leur fournissant des outils d'orientation basés sur les perspectives d'emploi réelles plutôt que sur des aspirations idéalisées.

Enfin, il est essentiel de valoriser les métiers techniques et artisanaux, en cassant l'image négative qui leur est souvent associée. Un soudeur, un technicien en énergies renouvelables ou un spécialiste en cybersécurité peut aujourd'hui gagner bien plus qu'un licencié en sociologie. Il est temps d'adapter l'éducation aux réalités économiques, afin que l'école ne soit plus une fabrique de chômeurs, mais un tremplin vers un avenir professionnel stable et épanouissant.

On entend souvent que le problème du chômage des diplômés au Maroc vient d'un décalage entre la formation et le marché du travail. Mais cette explication, aussi séduisante soit-elle, est en réalité une simplification trompeuse qui masque des problèmes bien plus profonds. Faire croire que la solution se résume à adapter les cursus aux besoins des entreprises, c'est ignorer la vraie question : y a-t-il réellement assez d'emplois qualifiés dans l'économie marocaine ?

On accuse l'université de produire trop de diplômés en lettres, en droit ou en sociologie, mais est-ce vraiment le cœur du problème ? Ce n'est pas parce qu'on aurait formé plus d'ingénieurs ou de techniciens que le chômage des jeunes aurait miraculeusement disparu.

L'économie marocaine, dominée par des secteurs informels et une industrie peu développée, n'offre tout simplement pas assez d'emplois qualifiés pour absorber ces jeunes, peu importe leur domaine d'études. Former autrement ne créera pas mécaniquement des emplois.

De plus, croire que l'école doit répondre aux besoins immédiats des entreprises est une vision court-termiste et dangereuse. Les entreprises cherchent souvent des profils adaptés à leurs besoins du moment, mais que se passera-t-il lorsque ces métiers évolueront ou disparaîtront ? Une formation doit avant tout donner des bases solides et développer l'adaptabilité des diplômés, plutôt que de courir derrière les tendances économiques du moment. Un étudiant bien formé doit pouvoir s'adapter à plusieurs secteurs, et non être programmé pour un emploi précis qui pourrait ne plus exister dans dix ans.

On parle aussi de l'insuffisance des stages et de la professionnalisation des cursus. Mais dans quel tissu économique ? La majorité des entreprises marocaines sont de petites structures qui ne peuvent pas accueillir de stagiaires, et les grandes entreprises privilégient souvent les profils expérimentés. Multiplier les stages ne sert à rien si l'économie ne crée pas de postes à la sortie.

Enfin, valoriser la formation professionnelle et les métiers techniques est une belle idée... sur le papier. Mais qui veut vraiment envoyer son enfant devenir plombier ou soudeur quand tout le monde sait que ces métiers sont mal payés, mal protégés et souvent exploités dans l'informel ? L'État parle de revalorisation, mais tant que ces métiers ne garantissent pas un statut social digne, il restera plus tentant de décrocher un diplôme universitaire, même sans débouchés.

Le problème n'est donc pas seulement l'école, mais un modèle économique incapable d'offrir une place aux jeunes, quelle que soit leur formation.

Numérique et apprentissage : un potentiel à exploiter ou un danger à encadrer ?

Le numérique a bouleversé tous les aspects de notre quotidien, et l'éducation n'échappe pas à cette transformation. Les nouvelles technologies promettent d'améliorer l'apprentissage, de le rendre plus interactif et plus accessible, notamment dans les zones rurales où les infrastructures éducatives sont parfois limitées. Mais cette révolution numérique est-elle réellement un levier d'amélioration du système éducatif, ou risque-t-elle au contraire d'aggraver les inégalités et d'affaiblir les compétences fondamentales des élèves ?

Le potentiel du numérique en éducation est indéniable. Grâce aux outils en ligne, les élèves peuvent accéder à une quantité infinie de ressources pédagogiques, suivre des cours interactifs et apprendre à leur propre rythme. Les plateformes d'apprentissage permettent aussi de personnaliser l'enseignement, en s'adaptant aux besoins spécifiques de chaque élève. Pour les enseignants, le numérique offre des possibilités inédites : correction automatique des exercices, suivi individualisé des progrès, création de contenus multimédias attractifs... Autant d'outils qui, bien utilisés, peuvent améliorer l'efficacité pédagogique et moderniser une école encore largement basée sur des méthodes traditionnelles.

Le numérique est aussi une opportunité pour l'inclusion éducative. Dans les zones éloignées où l'accès à une éducation de qualité est difficile, les cours en ligne, les classes virtuelles et les MOOC (Massive Open Online Courses) peuvent compenser certaines lacunes du système classique. L'intégration des outils numériques dès le plus jeune âge prépare également les élèves aux exigences du marché du travail, où la maîtrise des technologies est devenue indispensable.

Mais derrière ces promesses, les risques du numérique en éducation sont réels. D'abord, il ne faut pas surestimer son accessibilité : toutes les écoles marocaines ne disposent pas d'une connexion Internet stable, ni du matériel informatique nécessaire. L'usage intensif du numérique pourrait alors creuser encore davantage les inégalités entre les établissements bien dotés et ceux qui peinent déjà à fournir un enseignement de base correct.

L'autre danger est celui de la dépendance aux écrans. Si l'apprentissage en ligne est mal encadré, il peut conduire à une baisse de la concentration, une diminution des capacités de réflexion critique et un affaiblissement des compétences sociales. Une génération qui apprend principalement via des écrans risque de perdre le goût de la lecture, de l'écriture et du débat, au profit d'une consommation passive d'informations formatées par des algorithmes.

Le défi pour l'école marocaine est donc de trouver un équilibre entre innovation technologique et préservation des fondamentaux. Le numérique ne doit pas remplacer l'enseignement traditionnel, mais le compléter intelligemment. Pour cela, il est essentiel de former les enseignants à son usage, d'équiper équitablement les établissements et de veiller à ce que l'outil numérique reste au service de l'apprentissage, et non l'inverse.

Le numérique en éducation est devenu un mantra moderne, un argument marketing utilisé à toutes les sauces pour masquer les vraies failles du système éducatif. On nous vend l'idée que l'apprentissage sera plus dynamique, plus inclusif, plus efficace grâce aux technologies. Mais en réalité, le numérique dans l'éducation est souvent une fausse promesse, un gadget qui alimente plus d'illusions que de réels progrès.

D'abord, qui profite réellement du numérique en éducation ? Les grandes entreprises technologiques, bien sûr. Derrière cette volonté d'intégrer les outils numériques à l'apprentissage, il y a un immense marché captif : vente de tablettes, abonnements à des plateformes éducatives, logiciels "révolutionnaires". Mais au final, ces solutions sont rarement adaptées aux réalités du terrain. Combien d'écoles au Maroc disposent réellement des infrastructures nécessaires pour exploiter le numérique efficacement ? Dans un pays où les coupures d'électricité et les connexions Internet instables sont encore monnaie courante, cette obsession du numérique frôle l'aveuglement.

Ensuite, l'idée selon laquelle le numérique va résoudre les inégalités d'apprentissage est une pure fiction. Bien au contraire, il les accentue. Les écoles privées, bien équipées, peuvent se permettre d'intégrer ces technologies intelligemment, tandis que les écoles publiques, souvent sous-dotées, restent à la traîne. Résultat ? Un fossé numérique qui vient s'ajouter aux fractures sociales et économiques déjà existantes. Au lieu de démocratiser le savoir, le numérique risque de créer une éducation à plusieurs vitesses, où les plus favorisés auront accès aux outils les plus performants pendant que les autres devront se contenter de systèmes archaïques.

Mais le pire, c'est peut-être l'illusion pédagogique que crée le numérique. On veut nous faire croire que les écrans vont remplacer les méthodes classiques et que les élèves apprendront mieux grâce à des plateformes interactives. Or, les études montrent que l'excès de numérique dans l'éducation a souvent l'effet inverse : baisse de la concentration, moins d'esprit critique, dépendance aux algorithmes pour apprendre au lieu de développer une réflexion autonome. Un enfant qui lit un texte sur un écran avec un quiz interactif retient moins bien qu'un enfant qui lit un livre et en discute avec un enseignant. L'apprentissage est avant tout une expérience humaine, pas une affaire de logiciels.

Le numérique peut être un outil utile, mais croire qu'il va révolutionner l'éducation est une erreur monumentale. Ce dont l'école marocaine a besoin, ce n'est pas d'écrans dans chaque classe, mais d'enseignants bien formés, d'une pédagogie solide et d'un système qui valorise la réflexion plutôt que la simple consommation d'informations numériques.

Éducation et citoyenneté : redonner du sens à l'engagement des jeunes

L'éducation ne se limite pas à l'acquisition de savoirs académiques. Elle a aussi pour mission de former des citoyens conscients, responsables et engagés dans la société. Pourtant, au Maroc, la question de l'éducation à la citoyenneté reste largement négligée. L'école enseigne-t-elle vraiment aux élèves à devenir des citoyens actifs, capables de comprendre les enjeux du monde qui les entoure et d'y apporter leur contribution ?

L'un des problèmes majeurs réside dans le contenu des programmes scolaires. L'éducation civique, lorsqu'elle est abordée, se limite souvent à un enseignement théorique et déconnecté des réalités sociales et politiques du pays. Apprendre aux élèves les droits et devoirs du citoyen, les principes de la Constitution ou le fonctionnement des institutions est essentiel, mais cela reste insuffisant si ces notions ne sont pas mises en pratique. L'école devrait être un lieu où le débat, l'esprit critique et la participation active sont encouragés, et non un simple espace où l'on récite des principes abstraits sans lien avec le quotidien.

L'un des défis majeurs est aussi le désintérêt croissant des jeunes pour la vie publique. Beaucoup perçoivent la citoyenneté comme un concept éloigné de leurs préoccupations réelles. L'abstention massive aux élections et le désengagement des jeunes dans les initiatives collectives traduisent une crise du civisme qui ne pourra être résolue qu'en réintégrant l'éducation citoyenne au cœur du parcours scolaire. Comment donner aux jeunes l'envie de s'impliquer s'ils n'ont jamais eu l'occasion de le faire durant leur scolarité ?

Une véritable éducation à la citoyenneté doit passer par une pédagogie plus active et participative. Au lieu d'un enseignement passif, pourquoi ne pas intégrer des projets concrets, où les élèves pourraient s'impliquer dans la vie de leur communauté, organiser des débats sur des sujets de société, participer à des simulations de processus démocratiques ou même mener des actions solidaires ? L'école doit être un laboratoire du vivre-ensemble, où les élèves apprennent par l'expérience ce que signifie être un acteur de la société.

Enfin, l'engagement citoyen ne se limite pas à la politique. Il englobe aussi les valeurs de solidarité, de respect de l'environnement, de lutte contre les discriminations et de participation au développement local. Former des citoyens, ce n'est pas seulement leur apprendre à voter, c'est aussi les préparer à être des acteurs du changement, capables de s'impliquer et d'agir pour l'intérêt général.

Si l'on veut que les jeunes retrouvent le sens de l'engagement, l'école doit jouer son rôle non seulement comme lieu d'apprentissage, mais aussi comme espace d'expérimentation de la citoyenneté. C'est à cette condition que l'éducation pourra véritablement façonner les citoyens de demain.

L'éducation à la citoyenneté est un idéal noble, mais dans la réalité marocaine, c'est une chimère, une incantation pédagogique qui sonne bien dans les discours officiels mais qui ne prend jamais racine dans le système éducatif. On nous répète que l'école doit former des citoyens engagés, conscients et impliqués dans la vie publique. Très bien. Mais dans quelle société ? Avec quels outils ? Avec quel modèle de gouvernance ?

D'abord, soyons honnêtes : on ne forme pas un citoyen dans un système scolaire figé, où l'on apprend encore par récitation et où toute remise en question est mal perçue. L'école marocaine ne valorise ni le

débat, ni l'esprit critique, ni la prise de parole. Comment peut-on parler d'éducation à la citoyenneté dans un cadre où les élèves sont conditionnés à obéir plutôt qu'à penser par eux-mêmes ? Tant que l'enseignement restera basé sur la soumission à l'autorité plutôt que sur la construction d'un raisonnement autonome, former des citoyens éclairés restera une illusion.

Ensuite, il y a le décalage flagrant entre ce que l'école pourrait enseigner et la réalité politique et sociale du pays. À quoi bon apprendre aux élèves les principes de la démocratie, de la transparence ou de la justice sociale si, une fois adultes, ils se retrouvent face à une administration bureaucratique, un marché du travail fermé et une vie publique dominée par le clientélisme ?

L'engagement citoyen ne peut pas être enseigné en vase clos. Il doit s'accompagner d'un contexte où les jeunes sentent que leur voix compte réellement. Or, aujourd'hui, le sentiment dominant est celui de l'impuissance et du désenchantement.

Un autre problème majeur est la manière dont cette éducation est envisagée. Trop souvent, elle se limite à une approche purement académique : quelques chapitres dans un manuel scolaire, un exposé sur les institutions, une leçon sur les droits et devoirs du citoyen.

C'est creux, théorique et inefficace. On ne devient pas un citoyen actif en récitant des définitions, mais en expérimentant la participation collective. Où sont les projets concrets ? Où sont les expériences de terrain, les débats, les simulations démocratiques ?

Au final, l'éducation à la citoyenneté est une belle idée, mais mal appliquée et déconnectée de la réalité marocaine. Avant de vouloir apprendre aux jeunes à s'engager, encourageons-les d'abord à réfléchir librement, à poser des questions et à croire que leur action a

un impact. Sans cela, ce ne sera qu'une énième matière vide de sens, imposée par un système qui ne l'applique même pas dans ses propres pratiques.

Les inégalités scolaires au Maroc : comment garantir une éducation équitable pour tous ?

L'école marocaine est censée être un levier d'ascension sociale, un espace où chaque élève, quelle que soit son origine, peut bénéficier des mêmes chances de réussite. Pourtant, la réalité est bien différente : l'éducation au Maroc est profondément marquée par les inégalités, qu'elles soient sociales, territoriales ou économiques. Ces disparités, loin de se réduire, semblent même se creuser, menaçant l'avenir de milliers d'enfants et renforçant un système à deux vitesses où seuls les plus privilégiés accèdent à une éducation de qualité.

L'une des principales sources d'inégalités est la fracture entre l'enseignement public et privé. Les familles les plus aisées inscrivent leurs enfants dans des établissements privés, souvent mieux équipés et offrant un encadrement plus rigoureux, tandis que les classes populaires n'ont d'autre choix que l'école publique, où les conditions d'apprentissage sont souvent précaires : salles de classe surchargées, infrastructures vétustes, manque d'enseignants qualifiés et méthodes pédagogiques dépassées. Résultat : un fossé grandissant entre les élèves issus de milieux favorisés et ceux des familles modestes.

L'inégalité est aussi territoriale. Dans les grandes villes comme Casablanca, Rabat ou Marrakech, les infrastructures éducatives, bien que parfois inégalitaires, restent globalement meilleures que celles des zones rurales ou des petites villes. Dans certaines régions reculées, les élèves doivent parcourir des kilomètres pour rejoindre leur école, souvent dans des conditions difficiles. Le manque d'accès aux transports scolaires, l'absence d'internet et la pénurie d'enseignants dans ces zones isolées renforcent l'exclusion éducative.

L'inégalité se manifeste également dans la qualité des enseignants et des ressources pédagogiques. Certains établissements bénéficient de professeurs bien formés, tandis que d'autres doivent composer avec un personnel sous-qualifié ou en nombre insuffisant. De plus, le contenu des programmes ne tient pas toujours compte des différences culturelles, linguistiques et économiques entre les élèves, ce qui défavorise ceux dont l'environnement familial ne permet pas de compenser ces lacunes.

Alors, comment garantir une éducation équitable pour tous ? La solution passe par une refonte en profondeur du système éducatif, avec des investissements massifs dans l'école publique. Il est crucial d'améliorer les infrastructures scolaires, de revaloriser le métier d'enseignant, d'adapter les programmes aux réalités locales et de mettre en place des dispositifs de soutien aux élèves en difficulté.

L'éducation ne doit pas être un privilège réservé à une élite, mais un droit fondamental accessible à tous, garantissant à chaque enfant les mêmes opportunités de réussite, indépendamment de son origine sociale ou géographique.

On nous parle sans cesse des inégalités scolaires au Maroc, de la fracture entre public et privé, entre villes et campagnes, entre riches et pauvres. Mais derrière ce constat, pourtant bien réel, se cache une illusion tenace : celle d'une éducation équitable qui pourrait exister par simple volonté politique. Or, dans un pays où les écarts sociaux sont aussi marqués, penser que l'école seule peut réparer ces inégalités est un leurre.

D'abord, arrêtons d'idéaliser l'école publique comme un sanctuaire de justice sociale. Depuis des décennies, elle est un échec organisé, incapable de répondre aux attentes des familles et de garantir une formation de qualité. Classes surchargées, enseignants mal formés,

programmes dépassés... Ce système ne souffre pas uniquement d'un manque de moyens, mais d'une incapacité structurelle à évoluer. On peut bien injecter des milliards dans l'éducation publique, tant que l'organisation restera la même, les résultats seront toujours aussi médiocres.

Ensuite, le problème ne vient pas seulement des infrastructures, mais aussi des mentalités. L'idée d'une école "égale pour tous" repose sur un mythe : chaque élève n'a pas le même environnement familial, les mêmes capacités ni la même motivation. Un enfant issu d'un milieu aisé bénéficie d'un cadre structurant, de parents qui suivent sa scolarité, de cours particuliers si nécessaire. A-t-on sérieusement cru qu'un élève venant d'un village enclavé, sans soutien familial et devant parfois travailler après l'école, pourrait partir avec les mêmes chances ? L'école ne peut pas tout compenser.

Quant aux écoles privées, elles ne sont pas responsables de cette situation. On critique leur développement, mais n'est-ce pas justement l'effondrement du public qui les a rendues indispensables ? Les familles qui y mettent leurs enfants ne le font pas par snobisme, mais par survie éducative. Pourquoi blâmer ceux qui cherchent simplement à offrir un avenir meilleur à leurs enfants ?

Enfin, croire que l'État peut, à lui seul, rétablir une éducation équitable est une illusion bureaucratique. Ce n'est pas l'argent qui manque, c'est la gestion efficace et la responsabilisation des acteurs du système. Avant de vouloir égaliser les chances, peut-être faudrait-il exiger plus de rigueur, plus de discipline et plus d'exigence dans l'école publique. L'égalité réelle ne viendra pas d'une réforme de façade, mais d'un changement radical de culture scolaire et de gouvernance.

L'éducation au Maroc : entre illusions et espoirs d'une réforme structurelle

L'école marocaine est à la croisée des chemins. Depuis des décennies, elle fait l'objet de réformes, d'ambitions affichées et de stratégies nationales visant à en faire un levier du développement humain et économique. Pourtant, la réalité du terrain est loin d'être à la hauteur des discours officiels. Entre promesses non tenues, fractures sociales grandissantes et un système incapable de s'adapter aux mutations de son époque, l'éducation au Maroc oscille entre échec structurel et potentiels inexploités. Mais alors, faut-il désespérer de toute réforme éducative ou croire encore à la possibilité d'un renouveau ? Un système en crise : quand l'école reproduit les inégalités

L'une des critiques les plus récurrentes à l'égard du système éducatif marocain concerne son incapacité à jouer son rôle d'ascenseur social. Dans un pays où l'éducation devrait être un moteur de justice et d'égalité, elle est, au contraire, un puissant outil de reproduction des inégalités. Les disparités entre les établissements privés et publics, entre les villes et les campagnes, entre les enfants issus de milieux favorisés et ceux des zones défavorisées sont devenues structurelles.

L'enseignement public, autrefois vecteur de promotion sociale, est aujourd'hui miné par des problèmes endémiques : infrastructures vétustes, classes surchargées, enseignants mal formés, programmes inadaptés au monde moderne et un absentéisme chronique. Résultat : des élèves qui, même après plusieurs années de scolarité, peinent à maîtriser les fondamentaux. Comment espérer un Maroc compétitif sur la scène internationale si son système éducatif peine à assurer un socle de compétences minimales à l'ensemble de sa population ?

De l'autre côté, l'enseignement privé est souvent perçu comme la solution de repli pour ceux qui en ont les moyens. Mais si ces établissements offrent généralement de meilleures conditions d'apprentissage, ils ne sont pas exempts de critiques. Certains se focalisent plus sur la rentabilité que sur la qualité, avec des méthodes pédagogiques parfois discutables et une approche souvent élitiste qui renforce l'exclusion sociale. Loin d'unifier la nation autour d'un savoir commun, le système éducatif marocain creuse un fossé de plus en plus profond entre des classes sociales qui ne partagent même plus les mêmes bancs d'école.

Des réformes inefficaces ou mal appliquées : un éternel recommencement

Le Maroc ne manque pas de réformes éducatives, mais manque cruellement de continuité et d'évaluation rigoureuse. Depuis les années 2000, plusieurs tentatives de modernisation ont vu le jour : la Charte nationale d'éducation et de formation (2000-2013), la Vision Stratégique 2015-2030, et plus récemment, l'application de la loi-cadre 51-17 qui vise à structurer l'éducation sur des bases solides.

Mais ces réformes, si ambitieuses soient-elles sur le papier, souffrent d'un problème majeur : l'absence d'une véritable mise en œuvre et d'un suivi efficace. Trop souvent, elles se contentent de changements cosmétiques, sans réelle refonte structurelle. L'administration éducative marocaine est lourde, bureaucratique, et souvent déconnectée des réalités du terrain. Comment espérer améliorer le système si les enseignants eux-mêmes ne sont pas formés aux nouvelles méthodes pédagogiques ? Comment parler d'innovation quand les écoles manquent encore de matériel de base et que les effectifs par classe atteignent parfois des niveaux ingérables ?

De plus, le manque de concertation avec les acteurs éducatifs, notamment les enseignants, freine toute tentative d'amélioration. On leur impose des réformes, mais on ne les consulte jamais vraiment. Résultat : une résistance au changement et une application souvent bâclée des nouvelles directives.

L'illusion du numérique et des modèles importés

Ces dernières années, l'accent a été mis sur le numérique comme solution aux problèmes éducatifs. L'idée est séduisante : en équipant les écoles de tablettes, en mettant en place des plateformes d'apprentissage en ligne et en intégrant l'intelligence artificielle dans l'éducation, on espère combler certaines lacunes du système traditionnel.

Mais cette modernisation technologique est une fausse solution si elle n'est pas accompagnée d'une refonte pédagogique en profondeur. À quoi bon introduire des outils numériques si les enseignants ne sont pas formés pour les utiliser efficacement ? Pourquoi investir dans des infrastructures numériques quand certaines écoles n'ont même pas l'électricité ou un nombre suffisant de bureaux et de manuels scolaires ?

Autre problème : l'importation de modèles étrangers sans réelle adaptation aux spécificités marocaines. Il ne suffit pas de copier le système finlandais ou canadien pour réussir. L'éducation est une construction culturelle, sociale et économique. Ce qui fonctionne ailleurs ne fonctionnera pas forcément ici si les bases ne sont pas solidement posées.

L'espoir d'un renouveau : des solutions existent

Malgré ce tableau sombre, tout n'est pas perdu. Si le système éducatif marocain souffre de maux structurels profonds, il existe des pistes d'amélioration réalistes et réalisables.

1. Revaloriser le métier d'enseignant

Sans enseignants bien formés et motivés, aucune réforme ne peut réussir. Il est urgent de renforcer la formation initiale et continue, d'améliorer les conditions de travail et de revaloriser les salaires pour attirer des profils compétents dans la profession.

2. Réduire les inégalités territoriales

Le développement de pôles éducatifs régionaux, mieux équipés et dotés d'enseignants qualifiés, permettrait d'éviter la concentration des bons établissements dans les grandes villes et de donner aux élèves ruraux une vraie chance de réussite.

3. Adapter l'éducation au marché du travail

L'université doit cesser de produire des diplômés qui n'ont aucune perspective d'emploi. Il faut repenser les filières, renforcer la formation professionnelle et intégrer davantage d'alternance et de partenariats avec les entreprises pour une meilleure insertion des jeunes dans le monde du travail.

4. Rendre l'école plus interactive et citoyenne

L'éducation ne peut pas être un simple apprentissage passif. Il est essentiel de développer des méthodes d'apprentissage plus dynamiques, fondées sur la réflexion critique, le débat et l'expérience concrète. Il faut aussi réintroduire une éducation civique réelle, qui forme des jeunes conscients de leurs droits et responsabilités.

5. Instaurer une gouvernance éducative efficace

La gestion du système éducatif doit être plus fluide, moins bureaucratique et plus participative. Les réformes ne doivent plus être imposées de manière verticale, mais co-construites avec les enseignants, les parents et les collectivités locales.

Conclusion : un défi colossal mais pas insurmontable

Le Maroc a toutes les capacités pour bâtir un système éducatif performant et inclusif, mais cela nécessite une volonté politique forte, une rupture avec les anciennes pratiques et un investissement réel dans les ressources humaines et matérielles.

Il ne suffit pas d'adopter de nouvelles lois ou de multiplier les discours ambitieux. Il faut des actions concrètes, cohérentes et adaptées à la réalité marocaine.

Les « écoles pionnières », l'avenir de l'éducation au Maroc ?

Lancée comme un projet pilote par le ministère de l'Éducation nationale, l'initiative des "écoles pionnières" se présente comme une tentative de rupture avec les failles du système éducatif traditionnel. Ces établissements, sélectionnés pour expérimenter une nouvelle approche pédagogique, incarnent-ils une véritable réforme en profondeur ou sont-ils simplement une opération de communication destinée à masquer l'échec du modèle actuel ?

L'objectif affiché des écoles pionnières est ambitieux : introduire des méthodes modernes d'apprentissage, renforcer la formation des enseignants, intégrer le numérique et améliorer la gouvernance scolaire. À première vue, cette initiative semble répondre aux principales critiques adressées à l'école marocaine : un enseignement trop rigide et théorique, des enseignants insuffisamment formés et un système encore trop centralisé.

Dans ces écoles, on promeut une pédagogie plus interactive, favorisant la réflexion critique, l'expérimentation et le travail en groupe. L'introduction du numérique est censée moderniser l'apprentissage et rendre l'enseignement plus efficace. Un encadrement renforcé et une sélection plus stricte des enseignants sont aussi mis en place pour garantir un meilleur suivi des élèves. En somme, les écoles pionnières veulent être des modèles, des laboratoires d'innovation capables d'inspirer l'ensemble du système éducatif marocain.

Mais si l'idée est séduisante, peut-elle réellement transformer l'éducation au Maroc ? L'un des principaux risques de cette approche est la création d'une élite éducative au détriment de l'ensemble du système. Si seules quelques écoles bénéficient de cette modernisation, ne risque-t-on pas de renforcer encore plus les inégalités entre les établissements ? Une éducation à plusieurs vitesses se profile, où une minorité d'élèves profite d'un enseignement d'excellence pendant que la majorité continue à évoluer dans un cadre vétuste et inefficace.

Autre interrogation : la généralisation de ce modèle est-elle réaliste ? Il est facile d'expérimenter des réformes sur un nombre limité d'écoles, mais qu'en sera-t-il quand il faudra les appliquer à l'échelle nationale ? Les moyens suivront-ils ? Les enseignants seront-ils suffisamment formés pour accompagner cette transformation ?

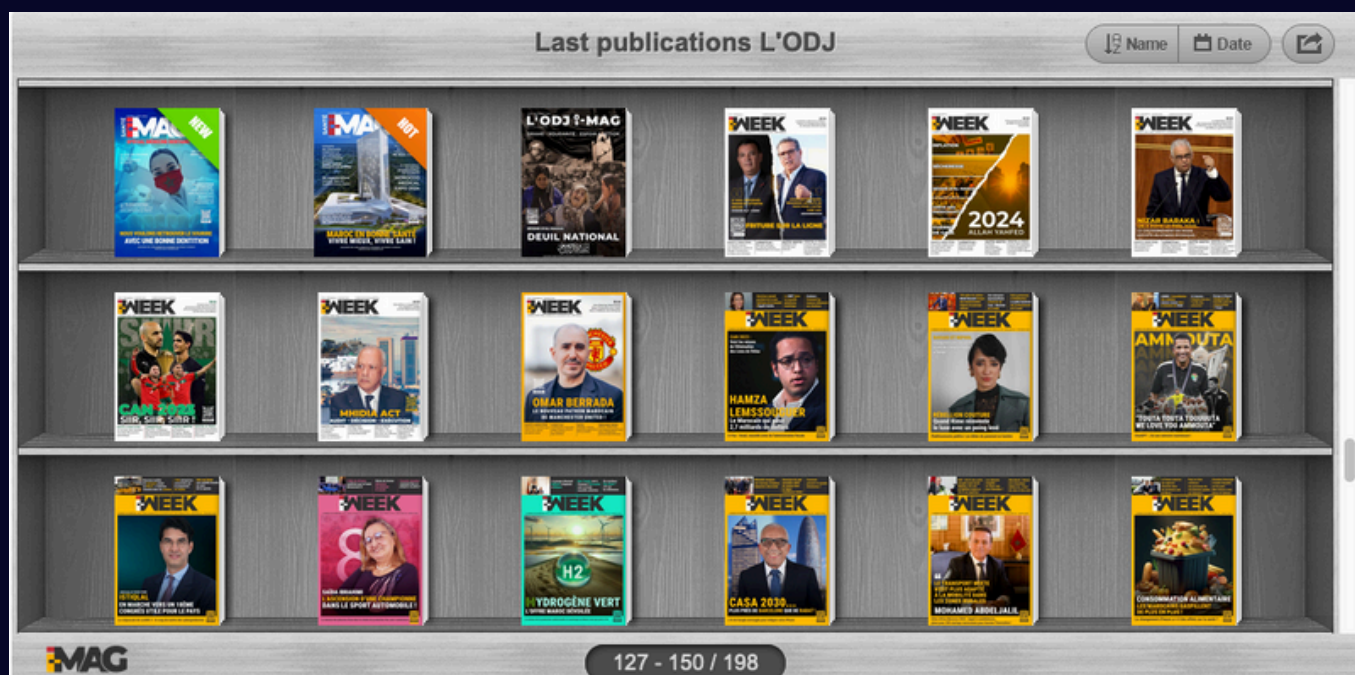
Les écoles pionnières constituent sans doute un premier pas vers une éducation plus moderne et plus performante. Mais pour que ce projet ne soit pas un simple mirage pédagogique, il faudra une volonté politique forte, des moyens conséquents et surtout une vision claire pour l'ensemble du système éducatif marocain.



www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME

ABOUT ME

Anane Benchakroun est un ingénieur en informatique, diplômé de l'ESIEA Paris, une grande école spécialisée en informatique et électronique. Il est reconnu pour son rôle dans le développement de l'entrepreneuriat et de l'innovation au Maroc. Passionné par les startups et leur potentiel de transformation, il a cofondé Startup Maroc et lancé le Startup Africa Summit, des initiatives qui soutiennent les jeunes entrepreneurs et favorisent l'émergence d'un écosystème dynamique pour les startups.

Son parcours est marqué par un engagement fort dans le secteur public et la réflexion stratégique. De 1998 à 2000, il a dirigé le cabinet du Ministre du Plan puis nommé comme directeur du Centre National de Documentation de 2000 à 2020, puis il a travaillé comme conseiller au Cabinet du Haut-commissariat au Plan de 2020 à 2022. Actuellement, il reste le vice-président de l'Alliance des Économistes Marocains et siège au Conseil national de l'Istiqlal, où il contribue à façonner les politiques économiques du pays.

Adnane Benchakroun a aussi été un éducateur actif, partageant ses connaissances à travers des cours en ligne sur la plateforme comme Udemy, où il enseignait des sujets liés aux startups et à l'innovation.

En tant qu'expert économique, il intervient régulièrement dans des conférences et des médias pour analyser les défis économiques et technologiques du Maroc. Il a discuté de questions clés comme les réformes économiques et fiscales, l'impact des investissements publics ou encore les mesures pour protéger les ménages face à l'inflation. Par exemple, lors de débats sur le projet de loi de finances, il a proposé des solutions pour soutenir la classe moyenne et stimuler la consommation.

Aujourd'hui, à la retraite, il se lance dans le journalisme digital en pilotant la plateforme multicanal L'ODJ Média du groupe Arrissala (Portails, Magazines, Web Radio et Web TV). Avec une carrière mêlant innovation, enseignement et réflexion stratégique, Adnane Benchakroun incarne une vision moderne et ambitieuse du développement économique et technologique au Maroc tout en s'essayant à la poésie, la peinture, l'écriture et à la musique.

